



*Mission Permanente de la République d'Haïti
auprès des Nations Unies*

ALLOCUTION

DE

S.E.M. ALRICH NICOLAS

MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES D'HAITI

A

**LA CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LA CRISE
ECONOMIQUE ET FINANCIERE MONDIALE**

NEW YORK LE 25 JUIN 2009

A vérifier au prononcé

Monsieur le Président,

En premier lieu, je voudrais dire que ma délégation s'associe à la déclaration faite par l'Honorable Premier Ministre de Belize au nom de la CARICOM et pour laquelle elle voudrait le féliciter chaleureusement.

En second lieu, permettez que ma délégation salue également le travail remarquable des Co-facilitateurs, le Représentant Permanent de Saint Vincent et Grenadines et celui des Pays-Bas, qui ont œuvré inlassablement pour le document final de la Conférence. Qu'ils en soient félicités chaleureusement.

Monsieur le Président,

Je voudrais vous adresser les vives félicitations de ma délégation pour l'organisation de cette conférence dont tout un chacun s'accorde à reconnaître qu'elle était plus que nécessaire. En effet, la pertinence de cette Conférence que vous avez eu la clairvoyance de convoquer se passe de toute justification.

La crise financière que connaissent nos pays et ses conséquences dévastatrices sur la vie de nos populations nous obligent à nous concerter pour en trouver une issue. La conférence constitue en effet le genre d'initiative que tous les Etats membres doivent espérer des organes de notre Organisation pour répondre à une crise dont la magnitude et les effets n'ont épargné aucun coin de notre village planétaire.

Monsieur le Président,

L'analyse des données rendues disponibles sur la crise financière et économique mondiale traduit l'ampleur de la crise financière et économique et de ses effets sur nos économies. Nos pays, principalement les plus vulnérables d'entre nous, affichent aujourd'hui un bilan alarmant caractérisé par la baisse des exportations, une très forte réduction des transferts, la hausse des primes de risques sur les prêts accordés, la baisse du financement externe.

En ce qui concerne mon pays, Haïti, la contraction des transferts d'argent de nos travailleurs immigrés a eu pour conséquence une baisse de l'investissement physique et dans le capital humain, ces transferts jouant un rôle primordial dans l'amélioration de l'accès à la santé et à l'éducation.

La baisse de ces transferts met en péril les réseaux familiaux de protection sociale, risquant ainsi d'engager le pays dans un nouveau cycle de pauvreté. Les expulsions massives et forcées de travailleurs immigrés, une des conséquences de la crise financière, alimente le chômage dans nos pays, augmente leur vulnérabilité et accentue les tensions sociales.

Les effets de la crise financière internationale nous rappellent encore une fois que notre monde globalisé est caractérisé par de profondes asymétries entre les pays riches et les pays en développement.

Alors que les premiers disposent d'immenses moyens financiers qui rendent possibles la mise en place de politiques de relance, l'adoption de mécanismes monétaires et fiscaux anticycliques, nos pays peinent, faute de moyens financiers, à apporter des réponses adéquates à la crise. Pour l'affronter, ils ne bénéficient qu'une infime partie de l'enveloppe globale annoncée dans le cadre du G-20.

Un autre effet d'asymétrie réside dans le fait que depuis plusieurs décennies déjà nos pays s'appliquent à respecter les règles du jeu du marché et à tout faire pour stabiliser leur monnaie et leur système financier.

Cette discipline dans la conduite de nos politiques monétaires s'est réalisée souvent dans un contexte de fortes pressions politiques réclamant des programmes de relance économique. Tandis que nos pays s'employaient à mettre en œuvre ces politiques, la sphère financière dans les pays riches violait systématiquement les règles du jeu et se lançait dans une frénésie spéculative dont nos populations sont aujourd'hui victimes.

Monsieur le Président,

L'occasion qui nous réunit cette semaine doit être une opportunité à saisir afin d'éviter la répétition de telles dérives. Nous appuyons les propositions incluses dans le Rapport du Secrétaire Général sur la crise économique et financière qui réclament une plus grande responsabilisation et efficacité des institutions financières internationales et la mise en place d'un système de surveillance et d'alerte rapide nous permettant de répondre mieux et plus rapidement aux risques du secteur financier.

Monsieur le Président,

La refonte de ces structures d'inégalité du système financier international s'impose de toute urgence. Les institutions financières internationales doivent être démocratisées et doivent représenter véritablement tous les Pays de la planète indistinctement. Nos populations ont beaucoup souffert et ont encore en mémoire les pilules amères de l'ajustement structurel des années 80.

Ma délégation pense que le déclenchement de cette crise devrait servir de leçon à la communauté internationale sur les responsabilités quant à la mise en place d'un cadre propice au progrès économique et social de tous les peuples.

S'il faut faire de cette crise une opportunité, le monde se doit de prendre tout de suite des mesures décisives et concrètes pour l'établissement d'un système économique et financier international plus juste qui ait pour finalité première d'assurer un minimum de bien-être à toutes les populations de la planète dans un cadre réglementaire et institutionnel accessible et profitable à tous.

La toute puissance et l'indépendance des Institutions de Bretton Woods sont anachroniques, le moment est venu de restituer à l'Organisation des Nations Unies son rôle de premier plan dans la définition des stratégies et des politiques dans les domaines économique et social.

C'est maintenant plus que jamais le moment pour l'ONU de s'installer dans le rôle qui lui revient dans la gouvernance économique mondiale.

Nos délégations sont témoins que le Département des Affaires Economiques et Sociales(DES) dans ses notes d'informations mensuelles avait régulièrement averti que l'économie mondiale allait rentrer en récession.

C'est une preuve que l'ONU par l'intermédiaire de ses organes compétents et avec l'appui de tous les Etats membres, peut aider à prévenir les crises et formuler des politiques macro-économiques cohérentes pour l'ensemble du monde et aider les Pays, notamment les plus faibles, à endiguer leurs effets néfastes.

Je vous remercie